

CÉDRIC BOISSIER, ENEDIS

« Les tensions sur les raccordements ne seront pas un frein aux énergies renouvelables »



Le gestionnaire du réseau de distribution de l'électricité Enedis a raccordé 6,6 GW de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables en 2025 et prévoit le même rythme en 2026. RÉMI BENOIT / LT

Alors que la France doit poursuivre la décarbonation de son énergie et développer la production d'énergies renouvelables, l'électrification des usages ajoute de nouveaux défis aux gestionnaires de réseaux.

CECILE CHAIGNEAU

Révélee en février dernier après de longs mois d'attente, la 3^e programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) fixe une nouvelle trajectoire : faire passer la part de l'électricité dans la consommation énergétique française d'environ 25 % aujourd'hui à 38 % en 2035. Pour les énergies renouvelables (EnR), les

objectifs ont été revus à la baisse : entre 55 et 80 gigawatts (GW) pour le solaire photovoltaïque, et entre 35 et 40 GW pour l'éolien terrestre, avec une priorité au renouvellement des parcs existants. Soit moins que prévu initialement. L'objectif pour l'éolien en mer est ramené à 15 GW, contre 18 GW envisagés auparavant.

En avril, le gouvernement a fixé une

nouvelle priorité : la France dispose d'une capacité de production électrique excédentaire, mais la consommation ne progresse pas au même rythme, et le nouveau mot d'ordre est l'électrification des usages. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a ainsi dévoilé une première série de mesures destinées à accélérer la sortie de la dépendance aux énergies fossiles. Une orientation réaffirmée par Emmanuel Macron le 26 mai qui, recevant « l'équipe de France de l'électricité » (200 entreprises), a martelé que « réindustrialisation et décarbonation sont compatibles », annonçant son souhait de massifier l'usage de l'électricité. Autant de « nouveaux objets » à raccorder, souligne Cédric Boissier, directeur Raccordement Enedis. Un vaste chantier qui impose aux réseaux de transport (RTE) et de distribution (Enedis) d'accélérer la dynamique de raccordement et de répondre aux besoins futurs.

Le sujet était au cœur de la 3e édition du Forum des grands producteurs d'énergies renouvelables en Occitanie, organisée par Enedis le 10 juin dernier à Montpellier et qui a réuni quelque 200 producteurs et collectivités. Car comme le clame Mathias Laffont, délégué général adjoint Stratégie et Expertise à l'Union française de l'électricité (UFE), « il n'y aura pas de grande électrification sans réseaux ».

Des postes EnR saturés

Pour les producteurs d'EnR, le premier frein à leur développement reste donc la PPE elle-même.

« 2026 a marqué le début du ralentissement du solaire et la feuille du gouvernement, ce sont 3 GW en moins par an, donc on doit diviser le rythme de développement du solaire par deux », regrette Richard Loyen, délégué général du syndicat d'énergie solaire Enerplan.

Mais les développeurs d'énergies renouvelables redoutent aussi un autre frein : les difficultés de raccordement. Après avoir raccordé 6,6 GW de nouvelles capacités de production EnR en 2025, un record, Enedis fait aujourd'hui face à des problèmes de saturation d'une partie de ses postes sources, sur « 5 à 10 % des réseaux RTE et Enedis », admet Cédric Boissier, bloquant le raccordement de certains projets.

Michel Aubert, chef de service maîtrise d'ouvrage postes sources chez Enedis Sud, a compté « 200 postes sources saturés et 2 800 demandes bloquées au niveau national » mais il rappelle qu'« Enedis a traité 584 000 demandes de raccordement l'an dernier ».

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), de son côté, a réalisé un diagnostic révélant des tensions de raccordement principalement dans trois grandes zones : le Centre-Val de

Loire, les Pays-de-la-Loire et le sud-ouest, dont l'Occitanie. Richard Loyen évoque en effet « la diagonale du vide du grand-est au sud-ouest », avec « 120 à 140 mois de délais de raccordement à certains endroits ».

Enedis devait livrer une cartographie à la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) courant 2025, indiquant notamment les zones « rouges » où Enedis et RTE rencontrent des contraintes qui imposeront des délais de travaux. Cédric Boissier promet qu'elle sera terminée pour cet été.

Embouteillage dans sept départements occitans

Plus qu'une logique de transition énergétique, la France s'inscrit désormais dans une phase de massification et d'industrialisation de l'énergie. Chez Enedis, les investissements vont passer de 5,7 milliards d'euros en 2025 à 6,8 milliards d'euros en 2030, principalement à hauteur d'environ « 1 milliard d'euros par an sur les EnR, 1,2 milliard d'euros sur la résilience du réseau au réchauffement climatique, et 1,4 milliard d'euros le volet consommation (le soutirage, à savoir l'électricité prélevée par les consommateurs, notamment pour les mobilités électriques, NDLR) », énumère Cédric Boissier.

L'Occitanie est l'une des régions les plus dynamiques en matière de production d'électricité décarbonée et la 2e en capacités de production d'énergies renouvelables,

« avec 35 % de nucléaire, 17 % de photovoltaïque et 10 % d'éolien », souligne Karine Ascaratogui, directrice régionale Enedis Midi-Pyrénées Sud. Le schéma régional de raccordement des EnR (S3RENr) « a été consommé à 63 %, signe qu'il a été bien dimensionné », précise-t-elle, mais 4 % des demandes de raccordement n'ont pas pu être satisfaites en raison de la saturation d'une trentaine de postes sources. C'est le cas en Aveyron, Lozère, Lot, Tarn, Gers, Hautes-Pyrénées et Tarn-et-Garonne. Dans ce dernier, 385 MW d'énergies renouvelables sont actuellement raccordés, essentiellement en photovoltaïque (349 MW) tandis que 224 MW de projets EnR étaient programmés au premier trimestre 2026 pour être raccordés.

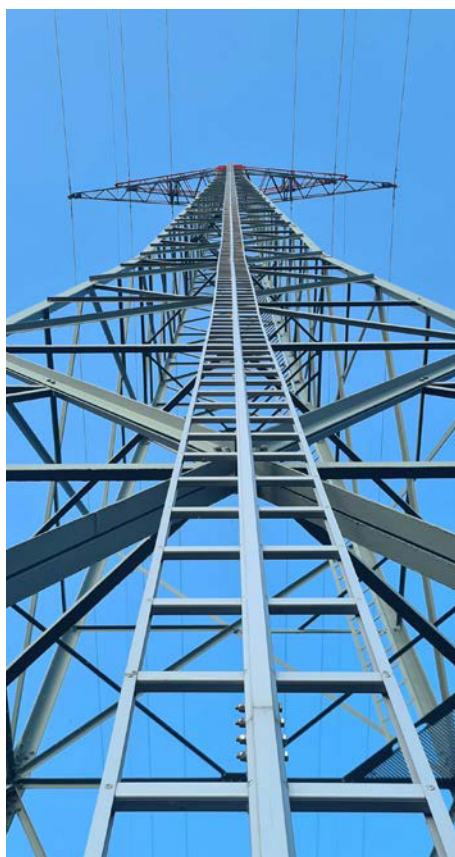
« Nous allons construire une centaine de postes sources d'ici 2030, dont 24 en Occitanie et une bonne partie pour les EnR, et construire des postes sources prend du temps (3 à 5 ans, NDLR), indique Cédric Boissier. Mais nous raccorderons en 2026 autant qu'en 2025. »

Changement de logique de raccordement

En Occitanie, la révision du S3RENr, qui donnera de la visibilité sur de nouvelles capacités de raccordement des EnR, pourrait aboutir au 2e trimestre 2028, estime Etienne Frémont, manager de projets Développement & Ingénierie chez RTE, « peut-être avant les élections présidentielles si on va très vite ». Selon Karine Ascaratogui, cette révision devrait permettre « un doublement des capacités photovoltaïques dans les dix prochaines années ».

Parallèlement, RTE travaille à faire évoluer la logique de raccordement du « premier arrivé, premier servi » vers celle du « premier prêt, premier servi » afin de fluidifier les files d'attente. Chez Enedis, Cédric Boissier assure que « sur le soutirage, il n'y a pas de difficulté sauf quand de très gros objets arrivent, comme des data-centers : aujourd'hui, les premiers inscrits dans la file d'attente sont les premiers raccordés, mais nous travaillons avec RTE pour identifier les projets prêts pour qu'ils soient raccordés en priorité et que des projets qui ne verront finalement jamais le jour ne bloquent pas les autres ».

Pour le directeur Raccordement d'Enedis, les enjeux sont avant tout patrimoniaux : « Il faut planifier les investissements et infrastructures qui vont permettre de raccorder à la fois les énergies renouvelables et les nouveaux usages électriques conformément aux ambitions de l'État. Ce ne sera pas un frein à l'atteinte des objectifs de la PPE à horizon 2030 et nous serons au rendez-vous de la grande électrification. Tant que nous avons de la visibilité, nous avons les capacités opérationnelles de nous mettre en position de réussir cette transformation profonde du système électrique. » **LT**



ANDREAS JABUSCH - UNSPLASH